ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Département du Cantal - Première circonscription



Germain GUIBERT

Candidat des Partis Socialistes S.F.I.O. et P.S.U.

Chevalier de la Légion d'Honneur
CONSEILLER GÉNÉRAL DE MONTSALVY
ANCIEN DÉPUTÉ

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Jean-Marie PAGES

Chevalier de la Légion d'Honneur
MAIRE DE LAROQUEVIEILLE

Chers Compatriotes,

J'ai l'honneur de solliciter vos suffrages, désigné pour la 1ère Circonscription du Cantal par **les partis socialistes S.F.I.O. et P.S.U.** et il faut voir dans cette **double** investiture notre volonté **d'UNITÉ** de **TOUS** les **VRAIS Republicains**, notre désir de voir la représentation du PEUPLE au Parlement **moins divisée et de diminuer le trop grand nombre de partis** qui nuit à la clarté et au bon fonctionnement de la Démocratie.

CITOYENNES ! CITOYENS !

L'heure est venue de lutter pour conserver ce titre noble que nos pères nous ont conquis après bien des efforts, bien du sang versé et au prix de plusieurs révolutions. L'heure est venue de lutter pour ne pas revenir à l'ancien temps, pour ne pas redevenir des « **sujets** ».

Ce n'est pas la révolution que vous voulez et vous n'en avez nul besoin tant que vous aurez en main l'arme **pacifique du bulletin de vote**, si vous voulez vous en servir, si vous savez **le conserver.**

Les Elections du 18 novembre marqueront une journée **décisive** de la politique nationale, et la plus importante partie de mon programme sera la

DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Pour la troisième fois depuis 1955, l'Assemblée Nationale a été dissoute et cette fois pour avoir commis le crime de rappeler au Président qu'il **devait respecter la LOI comme TOUT LE MONDE.**

A en croire les discours officiels, tout va très bien ! ! !

MAIS dans l'agriculture :

De Gaulle s'est opposé à la convocation du Parlement pour résoudre la crise agricole. A diverses reprises les agriculteurs ont « barré » les routes pour se faire entendre, **le Comité de Guéret** a condamné la politique agricole du Gouvernement. Au rassemblement de Rodez les « JEUNES PAYSANS » ont été encore plus sévères et ont trouvé « ridiculement insuffisante » l'aumône accordée pour la sécheresse.

dans l'enseignement :

Jamais les difficultés de la rentrée scolaire n'ont atteint le niveau de cette année. On manque de maîtres, on manque d'écoles, les élèves sont refusés... et l'on gaspille les fonds publics !

dans l'industrie :

On se targue de l'expansion économique, de l'augmentation de la production mais les ouvriers ont vu depuis 1957 leur pouvoir d'achat diminuer de 10 % au lieu d'augmenter. Où passent les profits ?

dans le commerce :

Progrès certes chez les gros exportateurs et les gros intermédiaires qui plument à la fois les producteurs et les consommateurs, mais le petit commerce périclite par la diminution du pouvoir d'achat des masses **et surtout des vieux et des familles nombreuses.**

Sciences Po / fonds CEVIPOF

TOUT VA BIEN !

Mais les communes rurales connaissent des difficultés grandissantes. On bloque les crédits pour les adductions d'eau, il n'y a pas d'argent pour les chemins, les écoles et l'équipement touristique.

Cependant qu'on consacre des milliards pour « la force de frappe » comme au temps des Rois, on gaspille des milliards à des réceptions somptuaires,

CONTRE TOUTES CES INJUSTICES, **CONTRE CES GASPILLAGES**, contre ces méthodes du pouvoir personnel, nos amis au Parlement ont usé du seul droit légal : le dépôt d'une motion de censure. Ce n'est qu'à la huitième fois que l'Assemblée Nationale a enfin motivé au Gouvernement son désaccord. Ceux qui ont refusé de voter ces avertissements ont pris la lourde responsabilité de nous conduire à la crise actuelle. **La majorité de la « Chambre Introuvable » de 1958 ne doit pas être renouvelée.**

Nous ne voulons pas revenir à la IVe République et à ses crises malsaines, **mais** nous voulons que les pouvoirs soient équilibrés et avant tout le respect des Lois.

Si vous nous donnez votre confiance, **nous œuvrerons :**

— **sur le plan national :**

— pour assurer le respect de la Constitution et l'indépendance du Pouvoir Judiciaire ;
— pour supprimer les dépenses militaires inutiles ;
— pour développer l'expansion économique sans que les profits n'engraissent les gros.

ET NOUS POURRONS ALORS :

— augmenter la retraite des vieux et les tirer de la misère ;
— donner satisfaction aux légitimes revendications des Anciens Combattants ;
— RENOVER notre agriculture en accord avec les organisations agricoles ;
— améliorer le pouvoir d'achat des Travailleurs ;
— étendre la sécurité sociale aux artisans et aux commerçants ;
— reprendre la route du progrès social, TRADITION DU SOCIALISME ;
— promouvoir une **véritable** réforme de l'enseignement. Mettre définitivement fin à la querelle scolaire par la nationalisation, seul moyen digne de notre jeunesse et de la réputation de notre culture.

— **Sur le plan départemental :**

Pour notre **agriculture** travailleren accord avec les « JEUNES PAYSANS » qui ne confondent pas la défense de l'agriculture avec l'exploitation du mot « paysan » à des fins politiques, développer l'enseignement agricole dans le cadre du Ministère de l'Education Nationale.

— favoriser **l'implantation d'industries** partout où c'est possible
— développer les voies de communications et favoriser le tourisme : encourager les syndicats d'initiative et l'équipement moderne de nos sites.
— charger l'Etat des dépenses que les communes ont injustement à leur actif. IL FAUT REVERDIR LE PAYS VERT, selon l'expression de notre ami Sandrin, et consacrer en un mot l'effort national **par priorité** aux régions françaises qui en ont besoin.

— **Sur le plan international :**

Nous voulons la paix : nous voulons que la France soit présente à toutes les tribunes où l'on peut prévenir les conflits. Il est mauvais de traiter l'O.N.U. de « machin » et de s'absenter avec dédain de la Conférence du Désarmement.

Nous ne voulons pas en effet d'une alliance étriquée France-Allemagne, mais **une véritable** EUROPE unie qui seule peut nous permettre d'agir utilement dans le concert des grandes nations avec comme objectif primordial le BONHEUR de TOUS LES PEUPLES.

MAIS POUR CELA

Il faut faire confiance à des hommes sûrs dont le programme est **CLAIR**, dont le passé réponde de l'avenir ; il faut faire **confiance au SOCIALISME** plutôt qu'à la haute Banque.

Si vous me donnez votre confiance, soyez assurés, comme par le passé, que je saurai faire respecter votre volonté, je penserai et agirai en homme du peuple et pour le peuple ; je saurai comme autrefois et s'il le fallait prendre des risques pour la défense de nos libertés et **une VRAIE RÉPUBLIQUE MODERNE AU SERVICE DU PEUPLE.**

A vous de juger **librement** tant qu'il en est temps encore. A vous de réfléchir et de voter le 18 novembre sans abstentions.

Votre sort, le sort des travailleurs, le sort de la démocratie nouvelle, le sort du pays sont entre vos mains.

IMP. DU « MONTAGNARD », ST-FLOUR.

Sciences Po / fonds CEVIPOF